

La LdH en appelle solennellement à toutes et tous. Il dépend de nous que la conception haineuse d'un « tous contre tous » soit mise hors débat, hors jeu électoral. Quelles que soient les convictions des un-e-s ou des autres sur les enjeux de l'emploi, de la protection sociale, du logement, notre devoir commun est de refuser de les laisser instrumentaliser par la désignation de boucs émissaires.

Sachons débattre du « vivre ensemble » dans lequel nous voulons inscrire notre avenir. Sachons, ensemble, dénoncer toutes les agressions racistes, antisémites, xénophobes, commises à l'encontre de la devise – liberté, égalité, fraternité – qui fonde le pacte républicain.

Il est donc fondamental de participer au vote, de voter et faire voter.



Conception graphique : Pierre Bernard et Benoît Böhnke, 2014

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



MA VILLE,
ma Vie,
JE LA VEUX...
démocratique

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

La LdH : s'informer/adhérer

Rendez-vous sur <http://www.ldh-france.org/Adherer>
envoyer ce bulletin à LdH 138 rue Marcadet 75018 Paris

Nom : Adresse :

Prénom :

Mail :

Je souhaite adhérer à la LdH, et souscrire à ses statuts

LdH — Ligue des droits de l'Homme
138 rue Marcadet – 75018 Paris
tél. 01 56 55 51 00
www.LdH-france.org

Avec le soutien de
 OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS

La démocratie, ce n'est pas seulement pouvoir dire ce qu'on pense. La démocratie, c'est pouvoir dire et être entendu-e. C'est pouvoir constater comment l'intérêt général et nos intérêts plus particuliers sont pris en considération dans les politiques publiques.

Aujourd'hui, tout le monde constate que la démocratie fonctionne mal, et certain-e-s sont tenté-e-s de ne plus y croire.

Au plan général, les marchés financiers prétendent imposer leur loi, et les systèmes techniques ont tendance à prendre le pas sur des institutions élues comme les assemblées parlementaires. Les associations et les syndicats qui portent la parole collective ont du mal à jouer leur rôle. Les grands centres de décision semblent de plus en plus éloignés. Les moyens manquent pour combattre la montée de la pauvreté, et le sentiment de l'impuissance de la politique est croissant.

Au plan local, les collectivités territoriales doivent répondre à toujours plus de problèmes, partout où l'Etat central n'intervient plus, sans que les financements nécessaires ne leur soient transférés.

Plus que jamais dans cette crise, il faut que la démocratie reprenne le terrain perdu, y compris au niveau local. Dans le débat public, tout le monde doit avoir le droit à la parole ; les exclu-e-s, comme celles et ceux qui craignent de le devenir, doivent participer à la prise de décision.

Dans la cité, chacun-e paye des impôts, directs et indirects. Tous les résidents et toutes les résidentes, quelle que soit leur nationalité, doivent pouvoir voter pour peser sur les choix de leur utilisation faite par nos élus.

Les choix politiques faits à l'échelon local sont d'une importance capitale pour faire vivre la démocratie, améliorer le quotidien de chacun-e, tisser du lien social. Cela passe par :

Une démocratie élargie

Dans notre pays, la diversité (de genre, de génération, d'origine...) est peu présente. Toutes et tous doivent pouvoir avoir leur juste place. Leur parole doit être entendue dans les conseils municipaux et communautaires, dans les assemblées consultatives de citoyen-ne-s.

La fin immédiate du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale et du cumul de fonctions exécutives locales est indispensable pour aller dans ce sens. C'est aussi la possibilité de moraliser l'exercice des mandats locaux, pour respecter l'éthique de l'engagement.

Une démocratie délibérative

La démocratie représentative n'est pas suffisante pour faire vivre la démocratie. Une société complexe a besoin, avant la prise de décision, de donner la parole à celles et ceux qui connaissent les diverses réalités collectives et particulières.

Il faut une plus grande écoute de la parole associative, une plus grande participation directe des citoyens et des citoyennes. Les élu-e-s, qui ont la charge de rassembler l'intérêt général et les besoins particuliers, doivent rendre des comptes en répondant aux propositions venant de la participation citoyenne.

MUNICIPALES : NOTRE AFFAIRE !

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

Pourtant, la démocratie peine à trouver sa vraie efficacité. Alors que l'économie souffre de la crise financière, que l'emploi – notamment industriel – se dégrade, que la justice fiscale est à l'arrêt, le sentiment prévaut que la parole des citoyennes et des citoyens est de peu de poids.

Ces enjeux sont largement surdéterminés par les choix politiques nationaux. Mais c'est aussi à l'échelle de nos villes que nous sommes confronté-e-s au déficit de représentation, à l'insuffisante prise en compte de la diversité, aux manques de perspectives offertes à la jeunesse, aux problèmes de logement et de santé, à la mise en concurrence des territoires, à la misère croissante...

C'est aussi à cette échelle qu'il nous faut dégager des solutions. Formuler des alternatives passe par un bon usage de la démocratie, singulièrement au plan municipal.

C'est pourquoi la LdH entend porter dans le débat public des valeurs et des propositions qui servent l'intérêt général, basées sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Il est d'autant plus important de le réaffirmer que les thématiques d'extrême droite, qu'elles soient portées par le Front national ou d'autres forces ou personnalités politiques, s'acharnent à dévoyer le débat public pour faire de l'étranger l'origine de tous nos maux.